

REVUE DE PRESSE – AUTOMNE 2006



Un sottisier

A propos du dossier de la Berner Zeitung sur le Jura bernois (Le JdJ du 21 novembre).

(...) Cet article est révoltant et triste à l'égard de la population francophone qui a choisi de rester dans le canton. (...) C'est aussi méconnaître que les trois districts francophones permettent au canton de Berne de rester un canton bilingue.

Notre région est-elle vraiment «dorlotée», soutenue plus que les autres parties du canton? Ce plumitif aux gros sabots, jaloux d'un siège francophone au gouvernement garanti par la Constitution cantonale, omet de dire, sans doute volontairement, que nos liaisons routières sont en panne, malgré d'innombrables promesses des gouvernements précédents. (...) Quant à la panne tragique de Swissmetal, elle est plutôt due au management allemand et suisse allemand qui en porte la principale responsabilité. Même si l'on sait que toute industrie est appelée un jour à vivre des hauts et des bas, parle-t-on de la ville de Berne qui a perdu nombre d'industries qui sont allées s'établir dans les cantons voisins, faisant perdre des emplois et des millions d'impôts au canton?

Pourquoi ne pas relever que nous avons de prestigieuses industries connues mondialement, que le taux de chômage est le plus bas de l'Arc jurassien, que notre main-d'œuvre est particulièrement performante?

Geneviève Aubry, Tavannes, 02.12.06

54e Congrès de Force démocratique

Un soutien appuyé au Conseil du Jura bernois

Le Conseil du Jura bernois et son président Jean-Jacques Schumacher ont été les héros du 54e Congrès de Force démocratique, samedi, à Tramelan. Un forum, plutôt, qui a réuni une centaine de personnes.

Par Pierre-Alain Brenzikofer

Congrès new look, donc, samedi, à Tramelan, où les discours se sont effacés au profit d'une partie forum consacrée à un sujet unique, le Conseil du Jura bernois (CJB). Thème d'importance, visiblement, puisqu'il a même enregistré la présence de l'ancienne conseillère nationale Geneviève Aubry, qui fut parfois une rivale de FD, mais dont on avait déjà remarqué - et lu - depuis quelque temps ses contributions au Quinquet, le journal de FD.

En ouvrant la manifestation, le président de FD et ancien conseiller national Marc-André Houmard a relevé que son mouvement avait jugé utile de concentrer son effort de communication sur un thème, celui du CJB et de ses rapports avec le Conseil des affaires francophones du district de Bienne (CAF). Soit du concret. Comme cette économie du Jura bernois dont les acteurs, entrepreneurs, cadres sont

imaginatifs et novateurs: «Pourquoi les politiques ne s'en inspireraient-ils pas? Ils gèreraient le CJB comme des capitaines d'industrie. Nos gens n'ont que faire de très hypothétiques analyses que l'AIJ est en train de réaliser.»

L'orateur, ne voit pas l'utilité de comparer méthodiquement institutions et prestations des deux cantons, surtout que rien n'est figé en matière législative et d'infrastructures publiques. De quoi mentionner, aussi, le libéralisme bernois et le dirigisme jurassien, «un monde de différences non quantifiables». Selon lui, la campagne électorale jurassienne a de surcroît prouvé que personne n'était prêt à donner quoi que ce soit de ses acquis au Jura bernois.

Bref, mieux vaut accroître la conscience d'une communauté d'intérêts Bienne-Jura bernois, développer les complémentarités entre CJB et CAF, élargir la dimension régionale au Seeland.

Deux conseillers d'Etat

Fait à relever, la manifestation pouvait s'enorgueillir de la présence de deux conseillers d'Etat, Werner Luginbühl et Philippe Perrenoud. Comme l'a relevé le premier, par ailleurs président du gouvernement, si ce dernier a fait une exception, c'est en raison du thème de la matinée. Il s'agissait en effet pour Berne de rendre à la fois hommage à FD et au CJB. «FD est pour moi une organisation dont l'un des objectifs consiste à sauvegarder les valeurs éprouvées du passé et du présent. Elle a pour mission essentielle d'exiger et d'obtenir que les décisions politiques prises par la population du Jura bernois soient respectées et appliquées.»

Werner Luginbühl sait que le mouvement souhaiterait que le gouvernement réagisse aux déclarations politiques autonomistes. Mais ce dernier préfère profiter des rencontres formelles et informelles avec ses homologues jurassiens pour faire le point: «Cela présente l'avantage considérable que le jour où il devra intervenir publiquement, son intervention aura alors le poids qu'elle mérite.»

Et puis, l'orateur l'a martelé: il y a maintenant le CJB pour exprimer la voix de la région. Une institution qui devra certes passer par une période de rodage.

Schumacher au front

Nous l'avons esquissé plus haut, le véritable héros de la matinée s'appelait Jean-Jacques Schumacher. Pendant presque deux heures, le président du CJB a présenté l'organe qu'il dirige sous toutes les coutures. Ayant déjà procédé à cet exercice dans ces colonnes à plusieurs reprises, nous n'y reviendrons pas dans le détail. Après un historique remontant à la FJB, passant par les rapports Widmer et Haenni, l'orateur a rappelé que le nouvel organe avait suscité un réel engouement, puisque 120 candidats ont brigué ses 24 places.

Evoquant la participation politique, il s'est dit persuadé qu'elle allait évoluer dans un sens positif et que le CJB constituerait bien davantage qu'une chambre d'enregistrement. Le CJB, il convient de le relever, mise sur un élargissement de ses compétences et de son rôle politique. De là à prendre la forme d'un conseil régional français? D'aucuns le souhaitent.

En rappelant que le Jura bernois n'est pas une région rurale, Jean-Jacques Schumacher a quand même admis qu'elle était une région périphérique. Réalité qui l'oblige à se battre perpétuellement et pour tout.

Boulevard du forum

A l'heure des questions de la salle, animée par l'inspecteur scolaire Denis Racle, on a surtout eu droit à des déclarations. Le représentant des Jurassiens bernois de l'extérieur a demandé au CJB de faire la liste de tout ce qu'offre le Jura bernois, notamment en matière économique, pour faire la différence avec le Jura. «C'est là la tâche de l'AIJ», lui a-t-on rétorqué. L'ancien conseiller national Roland Staehli, avec une verve rhétorique intacte, a rappelé le nombre incalculable de fois où le Jura bernois avait dit non au Jura. L'homme, c'est sûr, ne comprend pas que l'on remette le problème sur le tapis avec l'AIJ.

Président de l'UDC JB, Roland Benoit a proposé au CJB de reprendre certaines tâches communales en matière d'ordures ménagères, d'eaux propres et d'eaux usées. Quant au maire de Bienne, Hans Stöckli a jugé que la séparation entre CJB et CAF était inévitable, ce qui n'empêchait nullement une collaboration étroite. L'homme a profité de l'occasion pour réclamer pour sa ville un strapontin à l'AIJ. André Voutat, lui, ne comprend pas qu'on alloue 730 000 fr. à l'AIJ pour ses études. Il aurait préféré qu'on investisse pour l'apprentissage ou dans l'assurance maladie. «Moi, en tout cas, je ne veux pas d'une réunification avec des cagoulés qui fracassent les restes de la Sentinelle des Rangiers.»

En guise de conclusion, Jean-Jacques Schumacher a martelé que le «CJB sera ce que nous voulons qu'il soit».

«Construire des murs ou des moulins...»

Le discours du nouveau conseiller d'Etat du Jura bernois Philippe Perrenoud était forcément très attendu. Le magistrat s'est d'abord interrogé sur le rôle du gouvernement par rapport au CJB. A l'entendre, il a à la fois une composante passive et active. La première consisterait pour Leurs Excellences à ne rien faire qui consiste en une immixtion dans les affaires dudit CJB. L'élément actif consiste par contre pour le Conseil exécutif en l'obligation de faire tout ce qu'il doit et peut pour que le CJB soit à même d'exercer pleinement ses prérogatives: «Cela ne signifie pas que le gouvernement doit donner raison et satisfaction au Conseil du Jura bernois par principe.» Conclusion intermédiaire? Des divergences sont dans la nature des choses, mais elles doivent être aplanies par le dialogue. Selon Philippe Perrenoud, l'application de la loi sur le statut particulier nécessitera sans doute ajustements, discussions et réflexions. Il importera dès lors que les décisions prises dans ce cadre soient justes, équitables et convaincantes: «Le canton n'a aucun intérêt à ce que la population du Jura bernois se sente défavorisée. A l'inverse, cette population n'a aucun intérêt à être considérée comme insensible à la solidarité, jalouse de ses privilèges et indifférente au sort du reste du canton.»

Le magistrat est bien sûr revenu sur la nomination contestée de Béatrice Chissalé comme secrétaire générale adjointe de la DIP. Il a relativisé l'affaire en parlant de maladie de jeunesse qui sera corrigée. Il aurait toutefois souhaité que le CJB indique à l'avance au gouvernement la bonne manière de procéder. Il s'est cependant engagé à veiller à ce que les problèmes, revendications et intérêts de la région soient connus avant que soit prise toute décision qui la concernent. D'après lui, le Jura bernois dispose désormais d'instruments adéquats pour se faire entendre, même s'ils ne lui donnent pas tout ce à quoi d'aucuns aspiraient. Mais les trois districts pourront constituer dans ce canton une entité forte, aussi clairement ancrée dans l'Arc jurassien et en Suisse romande, «reconnue également par la population, les autorités et les mouvements du canton du Jura». Philippe Perrenoud a tenu à le répéter: contrairement à ce qu'on croit parfois, la création d'un canton à six districts n'est pas une chose décidée. De quoi rappeler l'existence d'un mandat en trois points de l'AIJ, qui présuppose aussi le maintien de la solution actuelle: «Il reviendra dans un premier temps à la délégation du Jura bernois à l'Assemblée de faire en sorte que tous les points du mandat soient exécutés et d'exiger que toutes les questions auxquelles elle veut obtenir une réponse en ce

qui concerne l'hypothèse d'un canton à six districts soient examinées.»

Après, il lui reviendra de se prononcer sur le choix de la variante qu'elle estime le plus favorable au Jura bernois. Bref, la région a tous les atouts en main selon l'orateur. Et c'est elle seule qui définira son avenir. Le conseiller d'Etat a toutefois souligné que tout était fait pour assurer son bien-être et qu'elle bénéficiait d'une situation privilégiée au sein du canton, de l'Arc jurassien et de la Suisse occidentale, dans le cadre d'un dialogue poussé avec le Jura.

Il préfère toutefois que canton et région jouent honnêtement le jeu et contribuent au sérieux de l'étude confiée à l'AIJ, puis que le choix se fasse ensuite selon la volonté de la population, plutôt que de refuser l'étude en affirmant que le Jura bernois ne veut de toute manière pas de changement. Philippe Perrenoud, qui fut membre de l'AIJ, n'a pas manqué de vanter sa contribution au dialogue: «Elle a déjà rempli un mandat très important: maintenir la paix. Même le Département fédéral des affaires étrangères l'a reconnu en invitant des délégations du Sri Lanka et de l'Irak qui planchent sur le fédéralisme à suivre ses travaux.»

Morale de l'histoire? Quoi qu'il en soit, ce qui arrivera correspondra à la volonté de la majorité de la population du Jura bernois, et non pas de celle du Conseil exécutif. Dans ce cadre, le CJB jouera évidemment un rôle capital. «Quand le vent du changement souffle, a conclu l'orateur, certains construisent des murs, d'autres des moulins. Ou, ici, des éoliennes...»

Déclaration de FD

Au terme de son Congrès, Force démocratique a constaté que la vigueur économique du Jura bernois et du pied du Jura favorisait l'idéal d'une société cohérente, capable de s'inscrire dans un réseau de partenariat étroit avec Bienne bilingue et le Seeland. Selon le mouvement de lutte, le Jura bernois est parallèlement dans l'heureuse situation de pouvoir renforcer ses relations avec ses autres voisins soleurois, neuchâtelois et jurassiens.

Dans sa déclaration, FD dit dès lors vouer une attention particulière aux institutions qui œuvrent concrètement au renforcement de l'identité du Jura bernois.

Le mouvement appuie là-dessus le CJB et les organismes publics, politiques et administratifs qui «contribuent au bon développement de la vie de la communauté régionale».

FD soutient que le CJB possède le potentiel pour être emblématique de l'identité originale du Jura bernois et demande aux acteurs politiques, économiques, associatifs et culturels de faire fructifier les avantages de la collaboration, «qui doit aller s'intensifiant entre le CJB et le CAF pour une dynamique Jura bernois-Bienne».

Force démocratique propose au Jura de s'associer «loyalement» à un processus de coopération avec le Jura bernois et le canton de Berne, ouvert et bénéfique à tous les habitants».

Enfin, le mouvement de lutte assure le Jura bernois que le moment n'est plus très éloigné où les «ultimes entraves à sa fierté d'être lui-même tomberont. Le terme approche où la liberté des choix institutionnels des Jurassiens bernois sera entérinée par les fauteurs de troubles». D'ici là, FD conclut en relevant que la confiance, l'énergie, le labeur, la prospérité et l'autonomie spécifique concédée par le statut particulier sont les conditions concrètes de la vitalité exemplaire du Jura bernois.

Pierre-Alain Brenzikofer